

Emploi salarié : la baisse se poursuit

- Les données de l'Insee sur **l'emploi salarié régional** dans la construction (hors intérim) sont actuellement disponibles jusqu'à fin mars 2016. La stabilisation observée au dernier trimestre 2015 se poursuit au premier trimestre 2016 (-0,1 % de l'emploi permanent sur le trimestre). La construction est un des secteurs enregistrant une baisse sur un an dans la région (-0,8 %, soit -2 000 emplois contre +1,0 % tous secteurs) mais elle résiste mieux que dans le reste des régions françaises (-1,4 % pour la France métropolitaine). La baisse sur un an affecte fortement l'Essonne (-1,6 %). L'emploi salarié dans la construction se développe en revanche dans les Yvelines (+0,9 %).

Augmentation de l'intérim au premier trimestre 2016

- Après le transport et entreposage, la construction est le secteur qui a le plus recours à **l'intérim** (taux de recours de 6 %). Dans le prolongement du 4^e trimestre 2015, l'intérim dans la construction augmente au 1^{er} trimestre 2016 : +2,1 % par rapport au 4^e trimestre 2015 en emplois équivalents temps plein. Mieux, l'intérim progresse fortement dans la construction sur un an (+8,3 %).

Activité partielle en baisse, un seul plan de sauvegarde de l'emploi.

- Les demandes d'autorisation d'**activité partielle** à la Direccte sont très nombreuses. Le recours à l'activité partielle a diminué sur un an : 1,1 million d'heures ont été autorisées à être chômées entre janvier et mars 2016 contre 1,4 million d'heures demandées à la même période l'an dernier (janvier à mars 2015). La construction est le secteur qui a sollicité le plus d'autorisations d'activité partielle : de janvier à mars 2016, la construction a regroupé plus de 40 % du total des heures demandées par l'ensemble des secteurs franciliens.
- Le nombre de postes menacés par des **plans de sauvegarde de l'emploi** (lorsqu'une entreprise d'au moins 50 salariés projette de licencier au moins 10 salariés dans une période de 30 jours) est faible : une seule procédure menaçant 11 emplois a été comptabilisée entre janvier et mars 2016 alors qu'on en dénombrait 7 menaçant 347 emplois sur la même période en 2015.

Légère diminution du nombre de demandeurs d'emploi au premier trimestre 2016

- Le nombre de **demandeurs d'emplois** des métiers du BTP (données corrigées des variations saisonnières) en catégorie ABC diminue de -0,6 % de fin avril à fin juin 2016, suivant la tendance régionale (-0,4 % en Île-de-France tous métiers confondus).

- Sur un an, la part des demandeurs d'emploi de la construction diminue de -0,1 point, avec 74 500 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans les métiers du BTP en catégorie ABC fin juin 2016.
- Les trois métiers dont la part reste la plus importante sont les ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment ; les ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment, des travaux publics, du béton et de l'extraction ; et les ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment.
- Suite à la mise en place d'un nouveau parcours du demandeur d'emploi par Pôle emploi (qui dématérialise l'inscription des demandeurs d'emploi), nous avons perdu en qualité pour la variable nous donnant la famille professionnelle du demandeur. Nous ne pouvons donc plus fournir de données fines sur l'évolution de la demande d'emploi par métier fin.

Les prestations de services internationales

- Les données à notre disposition sont peu fiables et non exhaustives ; la très récente mise en place d'un nouveau système d'information par la Direction générale du travail (DGT) permettra d'y remédier. La télé-déclaration est obligatoire pour les entreprises depuis septembre 2016. Ces données ne comprennent évidemment pas les fraudes. En attendant les premières sorties du nouveau système d'information, voici les dernières données disponibles :
- En 2015, 3 843 prestations déclarées ont été saisies par les services de l'inspection du travail dans le secteur du BTP, soit 44 % des déclarations régionales saisies.

Type d'activité des prestations mission

Activité	Nombre en 2015	Part (en %)
BTP	3 843	43,8
DIVERS	2 379	27
Non renseigné	957	10,9
Industrie	722	8,2
Autres	883	10,1
Total	8784	100,0

Source : DEPSI, direction générale du travail (DGT)